

DÉCLARATION LIMINAIRE AU CDAS du jeudi 20 octobre 2022

Monsieur le Président,

En ces périodes de crise sanitaire et sociale, les représentants de **Solidaires Finances Publiques Aveyron** tiennent à rappeler que l'action sociale n'est ni un luxe ni un confort mais une absolue nécessité !

La vie des agents ne peut se limiter à la simple sphère professionnelle quand l'action sociale donne la possibilité de sortir d'un environnement de travail de plus en plus détérioré et anxiogène.

Afin de se préoccuper du bien-être et du mieux vivre des agents, l'action sociale se doit d'être au plus proche des personnels du département.

Or, certains choix politiques de la Direction Générale ne cessent de montrer le peu d'intérêt du Ministère pour ses agents !

Solidaires Finances Publiques considère qu'une action sociale de qualité et efficace est une action sociale qui dispose de véritables moyens humains et financiers permettant de répondre aux besoins des agents en termes de logement, de garde d'enfants, de restauration, de loisirs, sans oublier la mise en place d'un véritable plan de dépendance pour nos aînés.

Solidaires Finances Publiques a pris note de la sanctuarisation du budget ministériel d'action sociale, annoncée au dernier Comité Technique Ministériel (CTM) du 23 juin 2022, mais celle-ci ne peut en aucun cas se faire à budget constant, elle doit, impérativement, tenir compte de l'inflation (5,60 % en septembre selon les données définitives publiées par l'INSEE).

Solidaires Finances Publiques déplore que la tenue des travaux sur la restauration soit reportée à début 2023 alors que nous soulignons l'urgence de la situation compte tenu de la période inflationniste actuelle.

Nous ne nous satisfaisons pas non plus des ventes de résidences EPAF et de la régionalisation du réseau d'action sociale. Le besoin de proximité réelle est d'autant plus grand en matière d'action sociale que la période est compliquée pour les personnels et leurs familles !

Vu l'implication sans faille des agents dans leurs diverses missions, il est intolérable de les laisser subir de plein fouet ces temps de crise et cette détérioration de leurs conditions de travail sans leur proposer des actions à l'écoute de leurs besoins et de leurs maux.

Solidaires Finances Publiques défendra coûte que coûte les agents.

Face à une Direction Générale sourde, aveugle et si peu reconnaissante, nous ne lâcherons rien !!!